

Le Sommet mondial sur la société de l'information: Se connecter pour un progrès planétaire

Imaginez un monde sans fils, sans câbles ou sans services à satellite. Les New-Yorkais en ont eu un bref avant-goût lors de la panne générale d'électricité de l'été dernier. Or, ils savaient que leurs ordinateurs, leurs PC et leurs connexions Internet remarcheraient dans les heures suivantes et que tout fonctionnerait de nouveau comme d'habitude.

Cela était inéluctable. La ville qui ne dort jamais a perdu des recettes d'un montant record de 750 millions USD lorsque les lumières se sont éteintes. Pourtant, la plupart des pays du monde n'ont même pas la possibilité de se connecter à l'Internet, outil indispensable qui, d'après les données disponibles, contribue à accélérer la croissance économique et à améliorer les niveaux d'alphabétisme, de soins de santé et de développement de la conscience communautaire. Les investissements réalisés dans les technologies ont permis d'augmenter la croissance du PIB ainsi que les niveaux de productivité de 0,3 et 0,8 point de pourcentage respectivement dans les pays de l'OCDE entre 1995 et 2001.

L'essor rapide et la couverture étendue de l'Internet contribuent aussi à l'amélioration du niveau de la vie dans les enclaves "connectées" des pays émergents. Parmi les innovations, il y a lieu de citer les services postaux hybrides du Bhoutan qui utilisent l'Internet dans les régions isolées ou la vente, par les habitants des bidonvilles de la République sudafricaine, de sandales en caoutchouc fabriquées à partir de pneus mis au rebut, sur le portail Ecosandals.com. De plus, en Inde, le kiosque en kit Internet n-Logue, d'une valeur de 1 000 dollars, permet d'établir des diagnostics rapides des épidémies et des maladies des cultures mais aussi d'apporter des soins rapides dans les villages isolés via le courrier électronique et la visioconférence pour 2,5 dollars par jour. Quelque 950 000 kiosques de ce genre sont désormais répartis sur l'immense territoire que couvre le pays et produisent un quart de l'ensemble des recettes de télécommunication.

Et pourtant, moins de 1% des habitants de pays à faible revenu sont des abonnés à l'Internet. Or, sachant que l'information est désormais le support universel de l'économie et que sa circulation sans entraves et rapide détermine notre façon de vivre, d'apprendre et de gagner notre vie, il se peut fort bien que la moitié des habitants du monde passe à côté des nombreuses promesses du développement économique et social.

Afin d'étendre et de valoriser les technologies de l'information et de la communication au profit de tous et de faire en sorte qu'elles soient appropriées sur le plan culturel, d'un coût abordable et convivial et, de surcroît, d'élaborer des politiques sur des questions cruciales comme la confidentialité et la cybersécurité, l'Organisation des Nations Unies organise le Sommet mondial sur la société de l'information qui se tiendra du 10 au 12 décembre à Genève, Suisse. L'Union internationale des télécommunications, l'institution spécialisée des Nations Unies responsable des télécommunications, est le fer de lance du Sommet.

Plus de 50 chefs d'Etat représentant les pays du G8 et des pays en développement participeront à cette manifestation; environ 8 000 représentants des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile, du secteur privé et des médias assisteront aussi au Sommet. Tim Berners-Lee, pionnier du web, et d'autres visionnaires y seront également présents à côté des présidents et de nombreux experts. Ils établiront ensemble des partenariats réalistes pour des applications novatrices et signeront des accords sur les incidences humaines des technologies ainsi que sur les moyens de construire un monde meilleur. Cette collaboration entre les secteurs et cette impulsion donnée par les dirigeants sont essentielles pour l'adoption et la mise en oeuvre du Plan d'action qui sera élaboré au Sommet.

Pourquoi un Sommet mondial sur la société de l'information?

Le Sommet mondial sur la société de l'information remonte à 1984, année charnière au cours de laquelle le rapport de l'UIT intitulé "Le Chaînon manquant" a été rédigé. Ce rapport faisait état du fossé béant qui existait en matière de télécommunication entre pays émergents et pays développés et reconnaissait que les communications étaient un moyen décisif de dynamiser la qualité de vie de tout un chacun dans le monde.

Cette étude a mis en évidence la nécessité d'assurer l'accès universel des télécommunications et a incité de nombreux pouvoirs publics à mettre en oeuvre des politiques propres à encourager le développement des télécommunications; dans le même temps, les coûts et la complexité des nouveaux systèmes ont chuté de façon spectaculaire.

Par voie de conséquence, la télédensité a progressé sensiblement, pour l'essentiel au cours des cinq dernières années écoulées. Le nombre d'abonnés au téléphone mobile dans les pays en développement a explosé, passant de 3 millions à 530 millions depuis 1992; le nombre d'ordinateurs personnels dans ces régions a augmenté de près de 12 fois à partir de cette même année. Grâce à de petites enclaves qui bénéficient d'un accès Internet à haut débit, des médecins, des enseignants et des employés de différents pays du monde ont la possibilité de parler et de travailler ensemble en temps réel; la diffusion rapide d'informations largement disponibles sur le web, lorsque cela est possible, stimule la prise de conscience du public et la participation à la vie politique, tout en élargissant les horizons éducatifs des jeunes grâce à l'enseignement à distance.

Il existe encore néanmoins des inégalités criantes. En effet, moins de 3% des Africains ont accès à un type ou à un autre de télécommunication; environ un tiers seulement des habitants de pays en développement du monde (80%) sont des internautes et un million de villages dans le monde entier ne sont pas connectés. Enfin, les 400 000 ressortissants du Luxembourg comptent plus de connexions à l'Internet international que les 760 millions d'Africains.

Il faut adhérer au Sommet mondial sur la société de l'information car l'heure est venue de réduire véritablement cette fracture numérique, à condition de pouvoir s'assurer le concours des moyens technologiques, économiques et réglementaires. Si elles sont parfaitement maîtrisées, les répercussions socio-économiques des nouvelles technologies pourront rivaliser avec celles de la révolution industrielle.

Le Sommet vise à relancer et à accélérer l'accès aux télécommunications ainsi que l'adoption de nouvelles technologies par la collaboration et l'engagement actifs de tous. Le respect des valeurs humaines universelles que sont l'égalité, la justice, la démocratie, la liberté d'expression, la tolérance mutuelle et le respect de la diversité fait également partie intégrante d'une société de l'information centrée sur l'individu.

Telles sont les raisons qui ont incité le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, à approuver l'organisation du SMSI comme moyen de répondre aux objectifs fixés par des chefs d'Etat à l'occasion du nouveau millénaire pour lutter contre la pauvreté, la faim, l'illettrisme, les maladies et la dégradation de l'environnement et créer un monde plus pacifique et plus prospère. Il a également porté son choix sur la technologie Wi-Fi (qui fleure le large bande hertzien), en tant que solution abordable et accessible de nature à réduire la fracture numérique.

Le SMSI entend être bien plus qu'un forum de discussion. Ses objectifs concrets et mesurables concernent des questions que le monde entier cherche à résoudre - comme le pollupostage - et les moyens techniques pratiques mis à disposition, sans compter la contribution et l'engagement actifs de toutes les parties, ouvrent la voie à une mise en oeuvre rapide du programme.

Le déroulement en deux étapes du SMSI - une réunion de suivi est prévue à Tunis en 2005, pour évaluer les progrès et fixer de nouveaux objectifs - permettra aussi d'assurer que les idées n'ont pas été formulées en vain.

Les principaux résultats du Sommet seront une Déclaration de principes - ou la voie à suivre pour la société de l'information d'aujourd'hui - et un Plan d'action qui en sera l'exécution.

Résultats du SMSI

Les objectifs prioritaires proposés pour le Sommet sont notamment les suivants: connecter tous les villages, les établissements d'enseignement, les centres de santé, les hôpitaux et les administrations publiques, locales et centrales, d'ici à 2015. Il en existe d'autres comme l'inclusion d'une composante TIC dans le programme de toutes les écoles secondaires et la fourniture d'un accès universel aux moyens de radiodiffusion sonore et télévisuelle d'ici à 2015 également.

Dans ce cadre général, les mesures proposées pour faire bénéficier le monde entier des avantages des technologies de l'information et de la communication et protéger la confidentialité et la liberté de la presse viseront à :

- créer un portail de soins de santé interactif pour l'échange de données entre pays à faible revenu et pays à revenus élevés;
- mettre en place des systèmes capables de prévoir les catastrophes naturelles et artificielles, surveiller les répercussions sur l'environnement et élaborer des projets d'évacuation sûre pour l'environnement et de recyclage du matériel;
- établir des partenariats en vue d'échanger des informations sur l'agriculture, la pêche, la sylviculture et l'alimentation;
- abolir les taxes frappant le matériel et le logiciel et mieux faire connaître les logiciels en libre accès;
- mettre en place une revue et un portail de livres de portée mondiale ainsi que des archives publiques d'informations scientifiques;
- encourager les pépinières d'entreprises, la microfinance et les conseils d'ordre commercial; organiser une "table ronde des donateurs";
- prévoir des sauvegardes de sécurité informatique axées sur les banques, pour permettre des transactions fiables en ligne;

- encourager les pays à se doter d'une législation de sécurité informatique et prévoir des centres de coordination pour le traitement et les interventions que nécessitent les incidents en temps réel; mettre sur pied un réseau coopératif pour l'échange d'informations;
- améliorer la recherche sur les dispositifs d'accès à l'Internet public dont le prix serait inférieur à 100 dollars et qui seraient conçus pour les zones rurales.

Certains sujets ont naturellement déclenché des débats passionnés. Tel a été le cas notamment pour la gouvernance de l'Internet, les droits de l'homme (par exemple, "le droit de communiquer"), l'établissement d'un fonds de solidarité numérique, les logiciels en libre accès et les droits de propriété intellectuelle par opposition au domaine public.

Plus d'une centaine de manifestations parallèles sont prévues pendant le SMSI, qui dureront du 9 au 13 décembre. Les principaux acteurs du changement que sont les ONG et les entreprises présenteront leurs projets et leurs technologies qui ont, dans une certaine mesure, contribué à réduire la fracture numérique (www.ict.4d-org). Plus de 200 exposants venus de plus de 50 pays sont attendus (www.wsisgeneva2003.org/03_summit/events.html).

Autres temps forts de l'exposition: la présentation du CERN sur la "génération future de l'Internet" (le laboratoire de physique paneuropéen est compétent en la matière: c'est lui qui a élaboré le World Wide Web); le colloque infoDev de la Banque mondiale qui traite notamment de la mobilisation d'investissements privés pour l'Afrique (www.infodev.org/symp2003/index.html); les ateliers visant à promouvoir des créneaux commerciaux pour les petits exportateurs de pays en développement via une meilleure technologie, sous l'égide du Centre du commerce international (www.intracen.org); et enfin, la séance de la Chambre de commerce internationale consacrée aux jeunes entrepreneurs, innovateurs et investisseurs, chefs de file de la société de l'information.

Les perspectives commerciales répondent aux besoins de développement au SMSI

A l'heure actuelle, l'environnement réglementaire plus souple, les mécanismes de financement novateurs (par exemple, le système si souvent mentionné de location de téléphones cellulaires des Grameen Banks) et le recours à une technologie non seulement meilleure, mais aussi moins onéreuse et plus simple, permettent en fin de compte à bon nombre de pays en développement de réaliser des affaires, par ailleurs rentables.

Pour autant qu'elles soient bien évaluées, ces initiatives attirent les investissements. La Banque mondiale signale que les entreprises investissent jusqu'à 9 dollars pour chaque dollar que la Banque consacre à un projet technologique (soit le triple de l'investissement normal du secteur privé).

Les outils d'aujourd'hui comme le protocole Internet, la téléphonie cellulaire et le Wi-Fi sont particulièrement adaptés à des pays qui disposent d'une infrastructure de télécommunication naissante, cela en raison de leur temps d'établissement rapide et de leurs coûts plus faibles. Telle est précisément la raison qui a incité les innovateurs de l'industrie à commencer de prospecter des marchés inexploités comme l'Inde, la Chine et la Russie en vue du développement de l'activité économique.

Pour chaque abonné Internet potentiel d'un pays riche, il y a dix abonnés dans le monde en développement et les services de suivi proposés comme le large bande offrent souvent de meilleurs résultats. Dans la mesure où le combiné mobile s'intègre parfaitement au mode de communication privilégié des pays en développement et des marchés à forte densité de population d'aujourd'hui, le large bande hertzien pourrait devenir l'application miracle de demain.

Les nouvelles technologies sont elles aussi un instrument de changement important dans l'économie émergente fondée sur le savoir. L'Internet a fait naître de nouvelles micro-entreprises qui vendent des services aussi simples que le temps de communication pour des téléphones cellulaires. Ainsi, les exploitants de sucre de canne et de café en Inde peuvent cliquer à titre individuel sur leur ordinateur pour connaître les dernières cotations de ces produits à l'étranger (www.datamationindia.com/eway.htm). A Hong Kong, les pouvoirs publics diffusent de brefs messages pour faire le point de la situation en matière de santé publique.

Si ces exemples novateurs, isolés et d'ampleur limitée devaient être reproduits dans d'autres pays, l'effet obtenu pourrait être considérable. Une demande explosive, non maîtrisée, pourrait également influencer sur un secteur en crise et le sauver.

L'engagement pris par de multiples partenaires est déterminant pour la réussite du Sommet

Le Sommet est la première occasion d'examiner l'ensemble des problèmes auquel est confronté un monde articulé sur l'information. Le Sommet s'efforcera de trouver des solutions nouvelles et créatives à de vieux problèmes comme la façon de garantir la liberté d'expression tout en assurant la cybersécurité et la confidentialité. Il doit aussi trouver un moyen de développer et de financer l'accès aux moyens technologiques qui sont des éléments moteurs de plus en plus importants du développement humain, social et économique.

Les problèmes auxquels se heurte le Sommet mondial sur la société de l'information sont complexes et interdépendants. Pourtant, les solutions novatrices qui sont demandées aux nombreux partenaires sont tout à fait possibles si les dirigeants politiques et des pouvoirs publics, les décideurs et les bureaucrates, le secteur privé, la société civile et les médias s'engagent à faire en sorte que les avantages de la société mondiale de l'information soient étendus à l'ensemble de l'humanité et pas seulement à quelques rares privilégiés.
